

La Basse-Normandie et la crise

Un impact comparable au niveau national



REPÈRES

La récession 2008 - 2009 s'est répercutée de façon différenciée sur les régions françaises, en lien avec la structure économique des territoires. Les régions avec une dynamique favorable de l'emploi avant crise sont aussi, avec quelques exceptions, celles qui ont enregistré une baisse moins prononcée de l'emploi salarié entre début 2008 et fin 2009. À l'opposé, les régions du Nord-Est, qui perdaient déjà des emplois industriels depuis plusieurs années, ont subi lourdement les frais de la crise.

La Basse-Normandie apparaît comme atypique au regard de ces évolutions. Avec une croissance relativement faible de ses effectifs salariés entre 2002 et 2006, son bilan emploi entre début 2008 et fin 2009 équivaut à la baisse enregistrée sur l'ensemble de la métropole, soit -3,8 %. La récession a frappé en premier lieu les effectifs intérimaires : ils représentent 47 % des emplois détruits sur la période observée.

Entre les trois départements bas-normands, c'est l'Orne qui enregistre la plus forte baisse de l'emploi pendant la crise, ainsi que la plus vive hausse du chômage. Toute proportion gardée, la Manche apparaît comme le territoire le moins touché en termes d'emploi et de chômage.

Les conséquences de la récession 2008-2009 sur l'emploi en Basse-Normandie sont du même ordre qu'en moyenne nationale. En jouant fortement sur la flexibilité externe et le chômage partiel, la région a perdu un peu moins d'emplois permanents comparativement à d'autres régions de la moitié nord de la France. L'Orne est le département le plus fragilisé par la crise.

Une récession profonde

L'économie mondiale a connu à partir de la mi-2008 la plus grave récession d'après-guerre, de laquelle elle peine à sortir. La crise de liquidités qui a secoué le système financier mondial à partir de septembre 2008, consécutive à la crise des subprimes (fin 2007), a induit une chute du commerce mondial et une contraction brutale de l'activité dans l'ensemble des économies avancées.

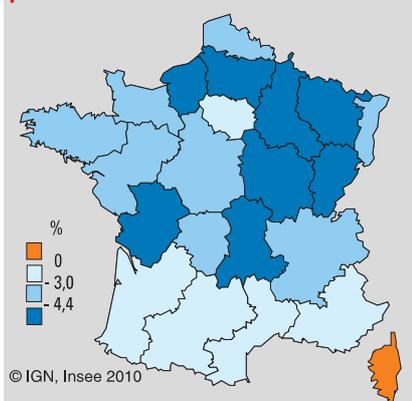
La France, comme la plupart des économies de la zone euro, est entrée en récession au troisième trimestre 2008, atteignant le paroxysme de la crise au 1^{er} trimestre 2009. Entre le 2^e trimestre 2008 et le 2^e trimestre 2009, la baisse cumulée du Produit Intérieur Brut français s'élevait à -3,2 %, contre -5,1 % pour la zone euro. Comme dans la plupart des économies avancées, la sortie de récession s'est précisée à partir du 3^e trimestre 2009, grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en place par les pouvoirs publics au cours de l'année 2009.

Sur l'ensemble de l'année dernière, l'économie française, comparativement moins touchée que d'autres grandes économies européennes comme l'Espagne, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, a enregistré une baisse d'activité de 2,6 %, avec une très forte réduction de l'investissement (-7,1 %) et une contraction totale des effectifs salariés de 357 000 personnes.

Les régions industrielles parmi les plus touchées

La forte réduction de l'activité et de l'emploi salarié entre début 2008 et fin 2009⁽¹⁾ s'est répercutée de façon sensiblement différente à travers les régions françaises. Sur le plan de l'emploi et du marché du travail, l'impact de la récession semble en effet être corrélé à l'évolution antérieure de l'emploi.

Évolution de l'emploi salarié privé entre début 2008 et fin 2009*



* Évolution de l'emploi salarié, hors secteurs agricole et services non marchands, entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009
Source : Insee, estimations d'emploi

La crise a frappé davantage les régions industrielles fragilisées du Nord-Est, qui avaient déjà connu une évolution défavorable de l'emploi salarié durant la période de croissance économique s'étalant de 2002 à 2006⁽²⁾.

Inversement, les régions du Sud, avec une spécialisation dans le tertiaire, ont créé le plus d'emplois pendant ces quatre années fastes, et ont aussi enregistré un recul moins prononcé de l'emploi salarié pendant la récession.

Enfin, un troisième groupe de régions se trouve dans un cas de figure à part, avec une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne 2002-2006 et, malgré cela, un retournement sévère entre 2008 et 2009. L'encadré ci-contre précise cette analyse et montre la situation particulière de la Basse-Normandie au sein de ces groupes de régions.

(1) Le chômage a commencé à s'accroître à partir du premier trimestre 2008, date à laquelle la quasi-totalité des indicateurs économiques sont passés au rouge. La présente analyse retient comme période de référence sept trimestres, du 2^e trim. 2008 au 4^e trim. 2009. La récession se situe techniquement entre le 3^e trim. 2008 et 2^e trim. 2009.

(2) Du 3^e trim. 2002 au 3^e trim. 2006



ZOOM

Une région atypique

Comparée aux évolutions observées dans les autres régions sur plusieurs années, l'évolution de l'emploi en Basse-Normandie relève plutôt de l'atypique.

Une bonne entrée pour comprendre ces variations d'un territoire à l'autre constitue l'approche par la structure économique. La seule spécificité sectorielle n'explique en revanche pas tout. L'analyse de la disparité des évolutions régionales de l'emploi tente de mesurer la part spécifique du facteur structurel dans l'écart observé entre les régions par rapport à la moyenne nationale. Prenant comme facteur qualitatif la structure sectorielle de l'emploi, le modèle introduit un effet purement structurel et un autre, appelé géographique, qui explique le reste de la variance observée (non expliquée par l'effet structurel) entre l'évolution régionale et la moyenne nationale.

Ainsi, pour la période 2002 - 2006, on distingue deux groupes de régions: un premier est constitué des six régions avec un taux de croissance de l'emploi supérieur à la moyenne, les deux effets jouant favorablement dans le même sens. Le deuxième ensemble réunit le reste, c'est-à-dire la plupart des régions, y compris la Basse-Normandie, où la croissance de l'emploi a été inférieure ou égale à la moyenne nationale, la somme des deux effets étant négative ou nulle.

La même analyse menée sur les évolutions observées pendant les 7 trimestres de baisse de l'emploi donne un tableau plus complexe. En effet, un premier groupe comprend les régions du Sud qui ont le mieux résisté à la crise, les deux effets jouant toujours dans le même sens, alors qu'un deuxième groupe réunit les régions du Nord-Est, qui perdaient déjà des emplois avant 2008 et qui ont été le plus touchées par la récession, du fait de la conjugaison négative des deux effets. Un troisième groupe se distingue dans cette dynamique, il regroupe Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Bretagne et Pays de la Loire, des régions qui ont connu sur la période 2002 à 2006 une croissance de l'emploi plus rapide que la moyenne nationale, grâce à l'effet géographique favorable, mais qui ont subi entre 2008 et 2009 un revers important, l'effet géographique tombant près de zéro.

Si le facteur géographique semble avoir pénalisé la croissance de l'emploi en Basse-Normandie entre 2002 et 2006, il a atténué la baisse de l'emploi pendant la récession, qui, au vu de la seule structure sectorielle de l'économie régionale, aurait dû être plus forte.

L'intérim bas-normand subit fortement la crise

La Basse-Normandie occupe une position intermédiaire en termes d'évolution de l'emploi et du chômage. Bien qu'enregistrant une croissance de l'emploi entre 2002 et 2006 plus faible qu'en moyenne nationale (avec une très forte évolution en 2007), l'impact de la crise sur la région équivaut à la moyenne nationale. L'emploi salarié total s'est réduit ici de 3,8 % entre le deuxième trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009, contre - 3,6 % en France métropolitaine. Près de la moitié de ces destructions d'emplois concerne l'intérim. La contraction des effectifs intérimaires atteignait - 33 % à la fin 2009 par rapport à l'avant crise (contre - 27 % France métropolitaine).

Si avant la crise les entreprises bas-normandes, notamment dans l'industrie, faisaient appel intensivement

à l'intérim (5,2 % de l'emploi total régional début 2008 contre 4 % en métropole), à compter du 3^e trimestre 2008 elles ont recouru à l'arrêt de ces contrats ainsi qu'au chômage partiel. De cette flexibilité, externe dans un premier temps, l'emploi hors intérim a enregistré entre début 2008 et fin 2009 une baisse légèrement inférieure à la moyenne métropolitaine, - 2,3 % contre - 2,6 %. Ces évolutions à la baisse risquent en revanche de se prolonger, à une ampleur moindre, au début de l'année 2010.

La plus forte contraction de l'emploi régional pour l'Orne

Au niveau infrarégional, il apparaît des divergences importantes entre les trois départements bas-normands en termes d'évolution de l'emploi à partir de 2008, dans le prolongement des chemins de croissance enregistrés avant la



Évolution totale de l'emploi salarié marchand par grands secteurs entre le début 2008 et la fin 2009

	De 2002 à 2006		Entre début 2008 et fin 2009	
	Basse-Normandie	France métropolitaine	Basse-Normandie	France métropolitaine
Commerce	+ 4,5	+ 2,0	- 1,2	- 2,0
Construction	+ 10,3	+ 10,5	- 2,3	- 3,4
Industrie	- 7,8	- 8,5	- 5,7	- 6,8
Services marchands	+ 2,9	+ 4,4	- 0,5	- 0,8
Emploi salarié marchand hors intérim	+ 0,5	+ 1,1	- 2,3	- 2,6
Intérim	+ 12,4	+ 12,0	- 32,8	- 26,8
Emploi salarié marchand	+ 0,7	+ 1,5	- 3,8	- 3,6

Source : Insee, estimations d'emploi

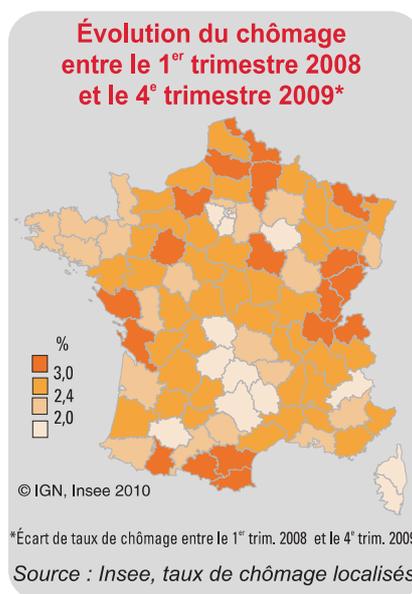
récession. Ainsi, entre 2002 et 2006, l'Orne a subi une réduction de ses effectifs salariés du champ concurrentiel, dans le prolongement de la désindustrialisation de fond que le département connaît depuis plusieurs années, tandis que l'emploi dans le Calvados s'est accru au même rythme qu'en moyenne nationale, et qu'une hausse soutenue est enregistrée dans la Manche. De façon symétrique, entre début 2008 et fin 2009, c'est l'Orne - à l'image des départements fortement touchés à l'Est - qui pâtit le plus en termes d'emploi et de chômage, alors que le Calvados se situe près de la moyenne nationale et la Manche enregistre la baisse la moins prononcée. Cette faiblesse du département de l'Orne par rapport au Calvados et à la Manche, particulièrement pendant la crise, est avant tout structurelle. Le moins peuplé des trois départements bas-normands se fait remarquer dans le paysage industriel régional comme le plus fragile, la part des secteurs qui ont enregistré les plus fortes baisses d'effectifs au niveau national en 2009⁽³⁾ s'élevant ici à un tiers de l'emploi salarié début 2008, contre 23 % et respectivement 25 % dans le Calvados et la Manche.

Les hommes particulièrement touchés par le chômage

En deux ans, l'emploi salarié bas-normand hors intérim s'est réduit d'environ 7 400 postes, dont plus des deux tiers uniquement dans l'industrie. Avec

(3) Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines, fabrication de matériels de transport, fabrication d'autres produits industriels, activités immobilières et travail intérimaire.

la forte contraction des effectifs intérimaires (- 40 % au plus bas du creux au premier trimestre 2009 par rapport à l'avant-crise, soit plus de 6 000 postes équivalents temps plein), l'impact de la récession de 2008-2009 est comparable en Basse-Normandie à la crise de 1993, année au cours de laquelle 5 200 emplois ont été perdus. Le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté de 20 % entre 2009 et 2008, soit un ordre de grandeur équivalent à la situation de 1993.



Sur le plan du chômage, la région a enregistré sur 7 trimestres une hausse du chômage comparable à celle observée en moyenne nationale, + 2,5 points. Comme près de deux tiers du total des emplois détruits en cette période concernent des emplois industriels, majoritairement masculins, la hausse du chômage a donc davantage affecté les hommes. Avant la récession, ils re-

présentaient un peu moins de la moitié de l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A, pour atteindre 54,3 % fin 2009, un point de plus qu'au niveau national. La hausse du chômage s'est également répercutée chez les moins de 25 ans, qui représentent désormais 23 % du total des DEFM de catégorie A, contre 21 % avant crise, toujours à 3 points au-dessus de la moyenne nationale. A partir du 2^e trimestre 2009, le chômage de longue durée, touchant les demandeurs de 50 ans et plus, a enregistré une forte hausse en Basse-Normandie.

Sans avoir le retentissement de 1993, année de la fermeture de la SMN, ou le choc de 2002, avec le démantèlement de Moulinex, la dernière crise économique a accéléré la fin de plusieurs projets qui avaient coagulé les efforts et l'ambition de la région, tel Philips, transformé il y a quelques années en NXP. Le secteur automobile, qui avait connu une hausse de ses effectifs dans les années 2000 et se maintenait depuis, a perdu au cours de ces deux années plusieurs centaines d'emplois. Avec la baisse la plus sévère de son chiffre d'affaires de toute l'industrie régionale en 2009, ce secteur a donc été fragilisé par la crise. D'autres fermetures d'entreprises, éparpillées sur les trois départements, concernent des industries déclinantes ou qui n'ont pas réussi à s'insérer dans une stratégie de croissance et développement. Relativement épargné par la crise en termes d'effectifs et de chiffre d'affaires, le secteur agroalimentaire a contribué à limiter les dégâts de la récession en Basse-Normandie. Mais la reprise s'annonce lente et peu créatrice d'emplois, surtout pour les zones les plus touchées, qui sont aussi les plus fragiles, dans l'Orne principalement.

Dragos IOAN
Insee



ZOOM

Les jeunes et les seniors particulièrement touchés

Si les sorties du système scolaire sont plus précoces en Basse-Normandie qu'en moyenne nationale en raison de la prédominance des filières courtes professionnelles, il n'en demeure pas moins que les jeunes s'insèrent plus difficilement dans la région que dans l'ensemble des régions de la métropole. Ainsi 18,7 % des jeunes présents sur le marché du travail sont demandeurs d'emploi en Basse-Normandie en 2009, contre seulement 16,5 % au niveau national.

Cette insertion des jeunes est un enjeu qui concerne toutes les zones d'emploi de la région : la part de ceux demandant un emploi y varie de 20,9 % à 16,6 %.

Quant aux seniors, la croissance contenue de la demande d'emploi dans une période de mauvaise conjoncture, comme en 2008, n'est plus de mise en 2009 ; cette croissance est même très soutenue en 2009 (+ 26,0 %) par rapport à l'année précédente (+ 6,3 %).

L'extinction progressive de la Dispense de Recherche d'Emploi jusqu'en 2011 pour les bénéficiaires de l'Allocation d'aide au Retour à l'Emploi âgés d'au moins 58 ans, et les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique âgés d'au moins 56 ans et demi, ne permet plus d'atténuer l'effet chômage pour ce public.

Pleinement touchés par les suppressions d'emplois en 2009, les seniors retrouvent difficilement un emploi malgré l'obligation de recherche qui leur est maintenant imposée. Ils ont été autant touchés en Basse-Normandie qu'au plan national en 2 ans (+ 34 %).

Forte mobilisation de la Politique de l'Emploi

Si la demande d'emploi tend aujourd'hui vers un pallier (l'évolution annuelle est passée de + 13,5 % en décembre 2009 à + 4,3 % à fin mars 2010), les difficultés d'insertion s'accroissent avec une nette augmentation du chômage de longue durée en 2009 (+ 42 %).

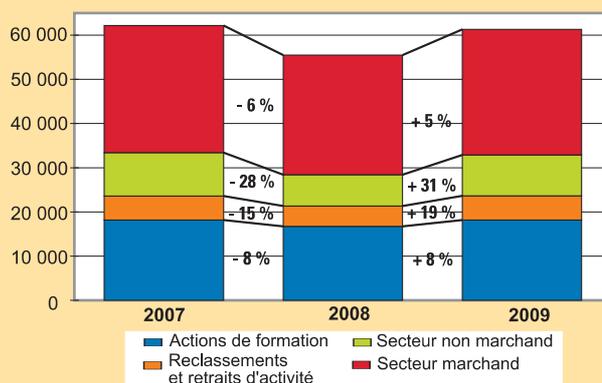
Du fait de la mauvaise conjoncture, la politique de l'emploi a été fortement mobilisée en 2009 pour résister à la progression du chômage. Après une année 2008 où la politique de l'emploi était en baisse (principalement au cours des 3 premiers trimestres), on compte 5 800 bénéficiaires de plus en 2009. Au total, ce sont 61 300 bas-normands qui sont entrés dans les différents dispositifs en 2009, niveau très proche de ce qu'il était en 2007.

L'augmentation des enveloppes budgétaires allouées en 2009 aux contrats aidés du Plan de Cohésion Sociale, dans le cadre du Plan Jeunes a permis l'embauche de 3 200 demandeurs d'emploi en grande difficulté dans des entreprises du secteur marchand (Contrats Initiative Emploi et Contrats Insertion - revenu minimum d'activité) et de 9 000 dans des entreprises du secteur non marchand (Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi et Contrats d'Avenir), soit 3 500 de plus qu'en 2008. La part des jeunes dans ces contrats aidés est ainsi passée de 19 % en 2008 à 35 % en 2009.

De plus, le Plan de Relance a permis d'éviter des licenciements économiques à hauteur de 1 600 emplois (en Équivalent Temps Plein) par la mesure de soutien à la réduction d'activité.

Compte tenu de l'explosion du chômage de longue durée, notamment pour les seniors, un renforcement de la politique de l'emploi à destination de ces publics est en phase de lancement depuis le début du mois de mai 2010. Le Plan Rebond pour l'emploi doit permettre aux demandeurs d'emploi en fin de droits de retrouver un emploi, par la mise en place de formations rémunérées et de contrats aidés supplémentaires.

Nombre d'entrées dans les dispositifs d'aides à l'emploi



Catherine CLÉMENT, Gilles OSMOND, Directrice



DIRECTION REGIONALE DE L'INSEE DE BASSE-NORMANDIE

93, rue de Geôle
14052 CAEN CEDEX 4
Tél. : 02.31.15.11.00
Fax : 02.31.15.11.80

www.insee.fr/basse-normandie

Directeur de la publication :
Michel GUILLEMET

Service études et diffusion :
Julien BECHTEL

Rédacteur en Chef :
Didier BERTHELOT

Composition PAO :
Françoise LEROND
Marie-Isabelle LARDET

Crédit photos :
Comité régional du tourisme ; Chambre régionale d'agriculture ; Comité départemental du tourisme de la Manche.

Attaché de presse :
Philippe LEMARCHAND
02.31.15.11.14

© INSEE 2010